

Révolution Sociale



Janvier 2023



travailsocial.npa92@protonmail.com



revolution.sociale.npa



Révolution sociale - militant.e.s
du secteur social du NPA

Borne a annoncé mardi 10 janvier les grandes lignes de la réforme des retraites que le gouvernement et le patronat voudraient nous faire avaler. On connaissait déjà les couplets de la chanson : l'âge légal de la retraite serait repoussé à 64 ans ; l'allongement de la durée de la cotisation à 43 ans arriverait dès 2027, quitte à rester au boulot jusqu'à 67 ans pour ceux qui ne les auraient pas, afin d'avoir une retraite à taux plein. Avec à la clé pour beaucoup d'entre nous la baisse réelle du montant des retraites, au vu de ces conditions de départ imposées. Quant aux régimes dits « spéciaux » (peut-être parce qu'ils sont « moins pires ») ils finiraient de sauter, au moins pour tous les nouveaux embauchés.

Bref, une alternative : crever au boulot ou vieillir dans la misère.

Il ne resterait plus qu'un seul faux suspense : le gouvernement aura-t-il besoin du recours au 49.3 ?

Et un vrai : celui qui dépend de nous, faire ravalier à Macron et Borne leur projet.

Majorité parlementaire ou pas, 49.3 ou pas : dans les entreprises et dans la rue c'est NON !

Non, les caisses de retraite ne sont pas déficitaires. Elles étaient excédentaires de 2,6 milliards d'euros en 2021 et de 3,7 milliards d'euros en 2022. Et rien ne dit, comme ils l'affirment, qu'elles le seront en 2032. Ce ne sont que supposition de leur part. Sur ce terrain-là, nos luttes collectives pourraient faire inverser la tendance de la politique de l'État et des patrons. Celle de l'État, qui réalise tellement d'économies sur l'ensemble des salaires des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers qu'il creuse le déficit des caisses. Celle des patrons qui en réduisant les effectifs et les salaires réduisent d'autant les cotisations aux caisses de retraite (les leurs en premier avec tous les dégrèvements de charges qu'on leur accorde). Car, même s'il était effectif en 2032, le déficit qu'ils annoncent pour cette année-là de 17 milliards ne serait pas « abyssal » : il ne représenterait que 5 % d'un budget global de 330 milliards pour les caisses de retraites. En augmentant de 5 % les salaires, il serait automatiquement comblé !

L'inquiétude doit changer de camp !

La « réforme » remballée en 2019, annoncée dès sa réélection par Macron... a été reculée jusqu'à ce mois de janvier. Il faut dire qu'à la rentrée de septembre les grèves dans les raffineries ont perturbé le calendrier gouvernemental, suivies de bien d'autres grèves sur les salaires. Provoquant ces reports, surtout symptomatiques de la fébrilité du gouvernement qui sait que non seulement son projet de loi est très impopulaire, mais qu'il s'ajoute au mécontentement social contre la vie chère et les salaires de misère. Il pourrait bien tout embraser. D'après un sondage Ifop daté du 4 janvier, 52 % des personnes interrogées souhaitent que la France connaisse dans les prochains mois une explosion sociale!

Vers un mouvement d'ensemble

Alors, soufflons sur la braise partout : sur nos lieux de travail et d'études, préparons un mouvement d'ensemble, participons à toutes les manifestations et actions annoncées, mais surtout discutons d'un plan de bataille pour gagner, sans qu'aucune de nos forces ne soit émiettée par les logiques boutiquières des directions syndicales, voire les compromis de capitulation de certaines d'entre elles, comme on en a tant connu.

Participons à toutes les initiatives de mobilisation qui auront lieu, notamment la grève interprofessionnelle du 19 janvier à l'appel de tous les syndicats et la manifestation du 21 janvier à Paris appelée à l'initiative des organisations de jeunesse et à laquelle se sont jointes plusieurs organisations politiques. Regroupons-nous en assemblées générales. Multiplions les contacts entre travailleuses et travailleurs des diverses entreprises. Rejoignons celles et ceux qui sont en grève pour de meilleurs salaires ou des embauches.

Salaires, retraites, conditions de travail, faut que ça pète, ça ne peut plus durer !



Brèves



Une augmentation en trompe l'œil

Les grèves dans le secteur social et médico social se sont multipliées depuis 2 ans. Celles-ci ont obligé gouvernement et patronat à prendre le sujet au sérieux et à lâcher le SEGUR, des primes d'été partage de la valeur ou encore une revalorisation des salaires depuis août dans le public et janvier dans le privé.

Si ces mesures, dans un contexte de forte inflation, sont les bienvenues, cela ne doit pas nous faire oublier qu'une prime reste ponctuelle, que des collègues sont toujours exclus du SEGUR et que l'augmentation des salaires est bien en dessous de l'inflation ce qui signifie une nouvelle perte du pouvoir de vivre des salariés.

Si le salaire n'est pas le seul problème du secteur, nous avons besoin d'une large campagne de mobilisation pour imposer le SEGUR pour toutes et tous, des augmentations de salaire de 400€ pour compenser le gel du point d'indice de ces dernières années et d'indexer nos salaires sur le coût de la vie.

Montreuil Marseille, Lille, Lorient : agences occupées le 28 décembre !

Ce jour-là les associations de chômeurs, avec le soutien des syndicats CGT et SUD de Pôle emploi ont donc occupé les 4 sites en questions. Leurs revendications : l'arrêt des contrôles, l'abrogation de la réforme assurance-chômage et, concernant l'agence de Montreuil, l'abandon du projet de déménagement loin du centre-ville, éloignant ainsi l'accès pour le public (et supprimant au passage des postes de travail pour les agents)

Non à la politique de destruction du social : toutes et tous à Paris le 2 février !

Nous relayons l'appel des rencontres nationales du travail social à une nouvelle journée de grève nationale du social et médico-social le 2 février.

Cette journée sera une montée nationale à Paris avec un rendez-vous fixé dès 11 heures devant NEXEM (Métro Arts et Métiers). Ce jour-là a lieu une réunion concernant le projet patronal d'une convention collective unique de bas niveau (salaire au mérite, suppression des congés trimestriels...) ainsi que sur l'attribution du SEGUR à toutes et tous.

D'ores et déjà, des collègues de Poitiers, Lille, Nîmes, Grenoble, Nantes, Le Mans, Troyes, Dijon seront présents. Poursuivons et amplifions la mobilisation pour défendre nos conquêtes sociales, obtenir au moins 400€ d'augmentation de salaire et leur indexation sur les prix !

Equalis : Sauvons nos emplois !

Fin décembre 2022, plusieurs services de l'association Equalis devaient fermer sur la région parisienne.

Pourtant, les collègues, camarades de la CGT dénoncent depuis longtemps la mauvaise gestion financière, symbole de la marchandisation du secteur. Non les salarié.e.s ne sont pas une variable d'ajustement ! Quid des personnes accompagnées ?

Les Rencontres nationales du travail social en lutte ont tout de suite réagi par une série de motions de soutien, envoyées à la direction. En 2023, nous sommes là !

Il en va du système de solidarité pour un travail social émancipateur et anticapitaliste.

Internationale : contre la fermeture des centres de paiement, les chômeurs s'organisent !

Pendant la crise sanitaire, les centres de paiements des allocations avaient fermés. Mais ils n'ont pas réouvert ! Confrontés donc à un parcours du combattant ubuesque pour joindre ces centres et percevoir l'allocation, un groupe de chômeurs 'Chômeurs.ses CSC en colère' s'est constitué et à Bruxelles. Après plusieurs rassemblements ils ont obtenu que les centres réouvrent au fur et à mesure que les renforts en effectif arrivent.

AGENDA : 8 FÉVRIER MEETING DU NPA À LA BELLEVILLOISE !